



**BREAKING NEWS** Nakivale (Ouganda) : une centaine de Burundais demandent d'être rapatriés **SECURITÉ** Irumu (RDC) : de

Home » Justice » Affaire Melchior Ndadaye: Maître Janvier Bigirimana parle d'un procès non équitable



  23 octobre 2020  Leila Keza

Justice

## Affaire Melchior Ndadaye: Maître Janvier Bigirimana parle d'un procès non équitable

**Le jugement dans l'affaire Melchior Ndadaye a été rendu lundi 19 octobre 2020. Des anciens dignitaires et hauts gradés de l'ancienne armée burundaise ex FAB ( Forcés Armées Burundaises avant l'intégration de mouvements armés) dont l'ancien chef de l'État Pierre Buyoya ont écopé de la prison à vie. Maître Janvier Bigirimana, président de « Tournons la page-Burundi » estime qu'il s'agit d'un jugement loin d'être équitable. (SOS Médias Burundi)**

Selon l'activiste, le jugement dans le dossier de l'assassinat de Ndadaye est un jugement qui appelle certaines critiques.

« Pour qu'il y ait un procès équitable, le minimum c'est que la personne ou les personnes accusées puissent se défendre, avoir le droit de défense qui est un droit fondamental dans un État de droit. Or, dans le cas d'espèce, nous sommes en face de personnes qui viennent d'être condamnées et dont la plupart sont en exil à la suite de la crise politique de 2015 qui a créé une insécurité majeure dans le pays », explique-t-il.

Il estime que le parti au pouvoir a voulu précipiter les choses pour regagner la confiance de la majorité Hutu.

« Nous pensons que le pouvoir vient de précipiter les choses pour que ces personnes soient objet de marchandage du CNDD-FDD, un parti actuellement qui est en perte de popularité et nous croyons que ce parti est entrain d'essayer de redorer son

blason pour mériter la confiance de la majorité de la population qui est Hutu pour donner un message comme quoi c'est le parti qui a pu condamner les Tutsi qui ont assassiné le président Ndadaye en 1993", continue Maître Bigirimana qui trouve que c'est une façon » de faire maladroite ».

### Accord d'Arusha ignoré

L'accord de paix et de réconciliation d'Arusha de 2000 avait donné des orientations qui pouvaient permettre à ce que les crimes au Burundi restés impunis pendant plusieurs décennies puissent trouver un cadre adéquat, qui aurait pu permettre la réconciliation de Burundais, poursuit le président de « Tournons la page Burundi ».

« Le fait de pécher un seul dossier dans une multitude d'autres dossiers qui ne sont pas traités, cela fait que cette tendance, cette action ne soit pas une action crédible et elle ne permet pas la réconciliation du peuple burundais mais c'est plutôt une situation qui ravive les tensions ethniques » insiste-t-il.

### Une justice sous le joug de l'exécutif

Pour l'activiste, la justice burundaise est une justice qui n'est pas indépendante, qui agit sous le joug de l'exécutif burundais.

« C'est une justice qui n'est pas à même de rendre un jugement serein, équitable dans un dossier aussi complexe comme celui de l'assassinat du président Melchior Ndadaye. C'est une situation regrettable car la justice est utilisée non pas pour protéger les droits et libertés des citoyens mais plutôt comme un outil de répression », conclut Maître Bigirimana.

Il conseille à la justice burundaise de comprendre que « toutes les victimes ont besoin de la justice sans aucune forme d'exclusion ».

Tweeter

« Previous

Next »

Mulongwe : des réfugiés manifestent contre le manque d'ustensiles ménagers

Burambi: la famille d'un opposant arrêté après être libéré crie à l'injustice

Tags ◀ slider

Share this post:



## LES DERNIÈRES ACTUALITÉS

Nakivale (Ouganda) : une centaine de Burundais demandent d'être rapatriés 1 septembre 2021

Irumu (RDC) : des rebelles campent dans des villages abandonnés 1 septembre 2021

Burundi – Presse : le président Ndayishimiye vilipende le journaliste Esdras Ndikumana 1 septembre 2021

Kakuma (Kenya) : à peu près cinquante Burundais reçus dans le camp 1 septembre 2021

Rumonge-Bururi : la forte propagation du Covid-19 inquiète 31 août 2021

RECHERCHER

search here

Search

## TWITTER

**SOS Médias Burundi**

@SOSMediasBDI

#Nakivale (#Ouganda 🇷🇺) : une centaine de Burundais demandent d'être rapatriés 📌 [bit.ly/3kK53E1](https://bit.ly/3kK53E1) #BurundiCrisis #Burundi 🇷🇺**Nakivale (Ouganda) : une centaine de Burundais demandent d'être rapatriés**

Ils sont sur une liste ayant été confectionnée par sept promoteurs du mouvement. Ils ont adressé une correspondanc...  
sosmediasburundi.org

4.h

**SOS Médias Burundi**

@SOSMediasBDI

#Irumu (#RDC 🇷🇺) : des rebelles campent dans des villages abandonnés 📌 [bit.ly/3zChxns](https://bit.ly/3zChxns)**Irumu (RDC) : des rebelles campent dans des villages abandonnés**

Une présence massive de rebelles est rapportée dans les villages de Masangalo, Mapipa et Delu. C'est sur le territoi...  
sosmediasburundi.org

4.h

**SOS Médias Burundi**

@SOSMediasBDI

#Burundi 🇷🇺 Presse : le président #Ndayishimiye vilipende le journaliste Esdras Ndikumana @rutwesdras 📌 [bit.ly/3kHEPSI](https://bit.ly/3kHEPSI) #BurundiCrisis**Burundi – Presse : le président Ndayishimiye vilipende le journaliste Esdras Ndikumana**

Alors qu'il s'exprimait ce mardi au Stade Intwari devant un parterre d'entrepreneurs de Bujumbura, le numéro un bur...  
sosmediasburundi.org

4.h

## THÉMATIQUES

Sélectionner une catégorie



## ARCHIVES

Sélectionner un mois



## QUI SOMMES-NOUS ?

La plateforme d'information **SOS Média Burundi** fonctionne avec des journalistes exerçant depuis le pays. Elle assure une couverture des événements 24h/24, 7 jours/7 également via Twitter et Facebook.

## LE FIL ACTU

- 01/09/2021 12:53  **Nakivale (Ouganda) : une centaine de Burundais demandent d'être rapatriés**
- 01/09/2021 12:46  **Irumu (RDC) : des rebelles campent dans des villages abandonnés**
- 01/09/2021 08:17  **Burundi – Presse : le président Ndayishimiye vilipende le journaliste Esdras Ndikumana**

## ARTICLES POPULAIRES



**Bujumbura : un grand financier du CNDD-FDD arrêté brièvement**

 7 janvier 2021



**Accueil peu enthousiaste du candidat du CNDD-FDD à Bubanza**

 26 janvier 2020



**Burundi : le chef de l'État souhaite un équilibre ethnique même dans des institutions internationales**

 1 janvier 2021

## BULLETIN